



17^e CONFÉRENCE **OIDP** | MONTRÉAL 2017 PARTICIPATION SANS EXCLUSION

ACTES DE LA CONFÉRENCE

CONSTRUIRE LA VILLE AVEC LES CITOYENS

Animation

Arlindo Vieira, Commissaire à l'Office de consultation publique de Montréal.

Intervenants

Calisto Moisés Cossa, maire de Matola, Mozambique.

Cynthia Dehesa Guzmán, Cancun, Mexique.

Viviana Fernández Prajoux, Université Biò Biò, Chili.

Prenant la parole en premier, Monsieur **Calisto Moisés Cossa**, maire de Matola (Mozambique) a commencé sa présentation en rappelant que la ville de Matola fut l'hôte de la 16^e conférence de l'OIDP en 2016. Cette présentation s'articule autour de deux points : le contexte de la ville et les outils directs et indirects mis en place pour garantir la participation des citoyens. Pour ce qui est du contexte, il ressort que la ville de Matola a une superficie de 375 km² et compte environ un million d'habitants. Par ailleurs, les trois divisions administratives sont subdivisées en 42 quartiers.

Au niveau des outils mis en place pour favoriser la participation citoyenne, l'élu a d'abord présenté les enjeux. L'idée de départ est que les citoyens participent à la définition des politiques publiques à travers des suggestions. Ceci passe par l'institution des chefs de quartiers et des différentes communautés ainsi que des conseils locaux. Les conseils consultatifs locaux sont constitués de 20 personnes par quartier et comptent en leur sein des leaders communautaires, religieux, les femmes, etc. Ils se prononcent sur la lutte contre la pauvreté, la police municipale, etc. Ces conseils se réunissent deux fois par an. Par ailleurs, les leaders de quartiers jouent un rôle très important. Ils sont au total 1800 et sont élus parmi les citoyens. Toutes les semaines, ils tiennent des séances d'échanges afin de dialoguer avec les autres citoyens. Ensuite, ils se réunissent avec les leaders de la ville. Bien plus, chaque semestre, ils se concertent avec les présidents de conseil. C'est pour eux l'occasion de se prononcer sur les sujets divers notamment la promotion de l'éducation, le budget, la propreté dans la ville, la santé (vaccination des enfants, etc.). C'est aussi l'occasion pour eux de transmettre les requêtes des citoyens. Ils interviennent également dans l'éducation fiscale des citoyens et s'impliquent dans des campagnes publicitaires. Il est important de souligner que ces conseils suivent des formations relatives à la façon de bien écouter les citoyens, de les conseiller et de partager la responsabilité sociale.

Mme Cynthia Dehesa Guzmán, de Cancun au Mexique, quant à elle, a introduit sa communication en rappelant l'histoire particulière de Cancun, qui est le marché le plus important en tourisme. Cette



17^e CONFÉRENCE OIDP | MONTRÉAL 2017 PARTICIPATION SANS EXCLUSION

ACTES DE LA CONFÉRENCE

ville créée il y a juste 45 ans est une grande destination touristique en Amérique Latine. D'ailleurs, il est souvent commun d'entendre : « Cancun n'est pas une ville avec des hôtels, mais des hôtels qui sont devenus une ville ». Le succès du tourisme a entraîné la reproduction de l'initiative ailleurs. Malgré l'embellie économique, les inégalités se sont accrues de façon significative. Car à côté des centres luxueux, on a des régions pauvres dépourvues d'écoles et services sociaux de base. Les touristes n'ont aucun sentiment d'appartenance. Sans oublier les impacts sur l'environnement, les hauts niveaux de corruption et les conséquences des inondations. La centaine de nationalités présente représente un défi important. C'est en réaction à tout cela que les citoyens se sont rassemblés pour y faire face. Une fois le contexte précisé, elle a situé les enjeux.

L'idée de base pour les citoyens est de construire une ville pour leurs enfants. Il est également question de créer une identité pour les jeunes gens afin qu'ils sachent que la ville leur appartient. Cette implication des citoyens à partir de rien vise l'instauration d'un gouvernement ouvert. Les défis sont énormes : le premier est le fossé entre ce qui se passe au niveau local et régional, voire national. La raison est que tout est centralisé à Mexico. Le deuxième défi est le manque de connaissances du système de gouvernement ouvert, car les élus pensent posséder déjà la légitimité. La participation citoyenne est déterminante dans la mise en place d'un plan pour la transparence et la lutte contre la corruption. Le troisième défi est la rotation des populations qui arrivent et repartent. Le quatrième consiste à impliquer les touristes qui ont un grand impact sur la vie des populations, mais ne se sentent pas concernés.

La stratégie mise en place consiste à construire de nouveaux groupes, encourager les jeunes citoyens à être des leaders pour construire leur ville, construire la société civile au moyen de petits groupes, faire prendre conscience aux populations qu'elles ont une responsabilité même sans appartenir à un groupe, et organiser des forums de jeunes. Enfin, tout en reconnaissant que les politiciens ne résolvent que les problèmes couvrant leur mandat et non le long terme, elle plaide pour la construction d'un compromis pour construire avec le gouvernement sur du long terme.

Mme Viviana Fernández Prajoux de l'Université Biò Biò au Chili a partagé avec le public les expériences qu'elle a conduites sur la participation citoyenne à Santiago (Chili). Il s'agit, en effet, d'exercices et de projets participatifs développés dans les écoles d'architecture. La première remonte à 2013 avec le plan communal de la commune de Providencia qui a vu l'implication de 14 000 personnes. La stratégie utilisée reposait sur les communications écrites et le web. Les citoyens devaient partager leurs rêves, faire un diagnostic partagé et des suggestions. Ceci a donné lieu à des commentaires, un engagement entre la ville et la communauté et à la mise en place d'un échancier, ce qui n'est pas toujours évident. Par ailleurs, la loi sur la participation de 2011 instituait les dispositifs participatifs municipaux, la création des conseils citoyens. Seulement,



17^e CONFÉRENCE OIDP | MONTRÉAL 2017 PARTICIPATION SANS EXCLUSION

ACTES DE LA CONFÉRENCE

le grand défi reste l'information des citoyens et communautés afin qu'ils prennent leur place dans la mesure où la loi, à elle seule, ne suffit pas.

La deuxième expérience a eu lieu dans la municipalité de Santiago en 2014. Elle concernait un stationnement de véhicules et a conduit à une consultation qui a duré neuf jours. Le projet avait une valeur de 56 000 dollars US, soit environ 36 millions de pesos. La consultation s'est faite en ligne et sur le terrain. L'objectif était d'impliquer le plus grand nombre de personnes possible. Le projet, qui visait l'amélioration du quartier, s'inscrit dans une perspective sociale et physique des lieux en question. 500 quartiers sont en cours d'amélioration. Chaque quartier suit son rythme, compte tenu de sa spécificité. L'essentiel c'est de voir comment incorporer les besoins et les attentes des citoyens. Parfois, la visite d'autres quartiers permet d'avoir des repères. Ce qui frappe également sur ces initiatives est la diversité des gens impliqués : les jeunes, les aînés, etc. Les citoyens sont aussi conscients de ce qu'ils seront accompagnés dans le futur. De la sorte, l'État et les citoyens sont, pour une fois, sur la même longueur d'onde. Par ailleurs, les exercices avec étudiants ainsi que leurs idées connaissent une mise en œuvre réelle sur le terrain. Ce qui permet évidemment d'établir des diagnostics appropriés et d'écouter les communautés. Chaque étudiant définit sa vision du quartier et en discute avec les citoyens et prend en compte leurs observations. Les enjeux d'un tel processus sont importants : d'abord, la volonté politique n'est pas assez renforcée. Ensuite, il faut avoir les ressources humaines, techniques, etc. pour participer. Si elles n'existent pas, il faut les créer. Aussi, la participation n'est pas un résultat en soi, mais génère des conflits qu'il faut gérer. Enfin, c'est une occasion unique pour améliorer les villes, les espaces, les quartiers et accroître ainsi les identités. La communication est centrale, car elle permet d'identifier et de reconnaître les parties prenantes. La diversité est donc centrale.

La période de questions s'est ouverte sur le commentaire de **Monsieur Yves Chartrand**. Pour lui, en effet, la participation citoyenne est à la mode dans plusieurs pays. Dans les faits comme citoyen, il constate qu'on a l'impression qu'on a rien à dire et que seuls les intérêts économiques prédominent. Les villes se financent par des taxes foncières, d'où leur intérêt pour les grands projets. Pour preuve, le Réseau électrique métropolitain (REM) de Montréal a connu très peu de consultation et les conclusions du BAPE foulées du pied par le gouvernement provincial. Il reste donc sceptique quant aux effets et aux impacts réels de la participation.

Question : Pour l'expérience mozambicaine, comment s'est opéré le choix des conseils consultatifs et quel est leur statut juridique?

M. Calisto Moisés Cossa, maire de Matola : Leur existence n'est pas légale. Elle repose sur les engagements des différentes municipalités faisant partie du réseau. Aussi, les conseils consultatifs



17^e CONFÉRENCE
OIDP | MONTRÉAL
2017
PARTICIPATION SANS EXCLUSION

ACTES DE LA CONFÉRENCE

doivent respecter les différents segments de la société dans leur constitution (groupes religieux, enfants, les femmes, les leaders, les représentants des communautés, etc.). Pour nous, il est impératif que l'agenda social définisse l'agenda politique et non le contraire.

Questions : Comment êtes-vous arrivés à ce résultat sans représentation politique? Comment gérez-vous les divergences au sein de la population?

Mme Viviana Fernández Prajoux : Pour le Chili, le changement passe aussi par le changement de gouvernement. Il faut aussi construire les réseaux avec les communautés, les différentes organisations et se connecter avec le secteur académique et privé. Leur expertise permet de réduire les divergences.

Question : Comment le développement du tourisme peut-il se refléter sur la vie des populations?

Mme Cynthia Dehesa Guzmán : L'impact du tourisme est à la fois positif et négatif. Surtout que les touristes ne sentent pas le besoin de respecter la place qu'ils visitent. Le besoin le plus urgent est de repenser la responsabilité des touristes.

Question : Comment les décisions sont-elles prises au-delà de la participation?

Mme Cynthia Dehesa Guzmán : Les territoires ont différentes implications et les stratégies sont fonction des dimensions de chaque territoire. Seulement, le fait est que les institutions existent encore juste pour informer les citoyens de ce que l'on veut faire. Aussi, la nature du projet et la portion du budget consacré à la délibération citoyenne déterminent l'ampleur du pouvoir qui leur est accordé ou réservé.